



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 29 AOUT 2022

mettant en demeure la société SOCIETE EUROPEENNE DE STOCKAGE D2
de respecter des dispositions applicables au dépôt pétrolier situé 70 quai Jacoutot à STRASBOURG

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2020 codifiant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter le dépôt « D2 » de la société SOCIETE EUROPEENNE DE STOCKAGE (SES), quai Jacoutot à Strasbourg ;
- VU** l'étude de dangers de l'exploitant réalisée en janvier 2017 ;
- VU** le rapport du 06 juillet 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite aux constats de non-conformités établis lors de la visite d'inspection du 21 juin 2022 ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 21 juin 2022, il est apparu qu'une mesure de maîtrise des risques instrumentée constituée d'une chaîne « détection, analyse du signal, action » n'était pas testée en interaction de ses maillons constitutifs ; que cette insuffisance revient de fait à ne pas réellement tester l'efficacité de la MMRI, contrevenant ainsi à l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2020 susvisé qui veut que les mesures de maîtrise des risques soient testées périodiquement ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 21 juin 2022, un récipient de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, en l'occurrence de l'émulseur, n'était pas associé à une capacité de rétention, contrevenant ainsi à l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2020 susvisé ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société SOCIETE EUROPEENNE DE STOCKAGE (SES D2) est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de son établissement situé au 70 quai Jacoutot à Strasbourg, dans un délai de trois mois, les prescriptions des articles susvisés, repris ci-après :

- Arrêté préfectoral du 28 octobre 2020, article 7.3.2 :

« *Les mesures de maîtrise des risques :*

- (...);
- *sont testées périodiquement ;*
- (...). »

- Arrêté préfectoral du 28 octobre 2020, article 7.4.1 :

« *Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :*

- *100 % de la capacité du plus grand réservoir,*
- *50 % de la capacité totale des réservoirs associés.*

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. »

Article 2 : Mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : Sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31, avenue de la paix – BP 51038 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SOCIETE EUROPEENNE DE STOCKAGE (SES D2) par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Strasbourg.

La préfète,
Pour la Préfète, en délégation
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL